

**ENTENTE RELATIVE AU RÈGLEMENT DES GRIEFS RELATIFS AU
VERSEMENT DE CERTAINS AVANTAGES PENDANT UNE PÉRIODE
D'INVALIDITÉ**

INTERVENUE ENTRE

**LE COMITÉ PATRONAL DE NÉGOCIATION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES
SOCIAUX**

ET

**LE SYNDICAT DE PROFESSIONNELLES ET PROFESSIONNELS DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (SPGQ) POUR LE COMPTE DU SYNDICAT
QU'IL REPRÉSENTE**

CONSIDÉRANT l'entente de principe intervenue entre le gouvernement du Québec et le SPGQ le 16 juillet 2021 sur le renouvellement des dispositions nationales de la convention collective;

CONSIDÉRANT l'intention du gouvernement confirmé dès son dépôt du mois de décembre 2019 de mettre des efforts, dans le cadre des négociations, pour régler certains litiges;

CONSIDÉRANT l'engagement des parties à modifier les dispositions pertinentes de la convention collective afin que la personne salariée bénéficiant du régime d'assurance salaire se voit reconnaître les mêmes droits que celle absente pour un autre motif prévu aux dispositions nationales de la convention collective, en ce qui a trait à l'inclusion de certaines primes et suppléments dans le calcul de la prestation d'assurance salaire, à l'accumulation d'expérience ainsi qu'à l'avancement d'échelon durant toute la période d'invalidité, et ce, à l'instar de la personne absente pour un autre motif prévu à la convention collective y incluant, lorsqu'applicable, la prise en compte de l'évaluation du rendement;

CONSIDÉRANT les différents griefs et recours déposés par les syndicats concernant le versement des primes et suppléments, l'avancement d'échelon et le cumul d'expérience pendant une période d'invalidité;

CONSIDÉRANT la proposition du gouvernement du 31 mars 2021 figurant à la Lettre d'entente no 4 (Relative à certains aspects du régime d'assurance salaire);

CONSIDÉRANT les décisions récentes de la Cour d'appel concernant le versement de certains avantages lors d'une absence en raison d'un motif prévu à l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, c. C-12).

Les parties conviennent de ce qui suit :

1. Les CONSIDÉRANTS font partie de la lettre d'entente.
2. Le gouvernement s'engage à ce que l'établissement, au sein duquel le SPGQ représente les personnes salariées, règle l'ensemble des griefs et recours déposés par le syndicat représenté par le SPGQ visant l'accumulation des avantages pendant une période d'invalidité, et ce, afin de s'assurer que l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne soit respecté lors de l'application des conditions de travail suivantes :
 - le versement de primes et suppléments;
 - l'avancement d'échelon;
 - le cumul d'expérience.
- 3- D'ici la signature de la convention collective, l'établissement s'engage à appliquer les principes prévus à la présente entente.

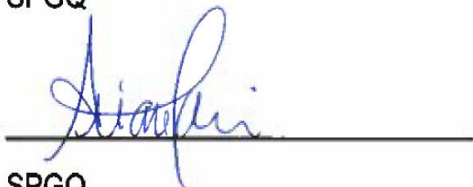
- 4- Le SPGQ confirme qu'il détient toutes les autorisations requises afin d'agir pour et au nom du syndicat qu'il représente aux fins des dispositions prévues à la présente entente.
5. Chaque entente de règlement de griefs convenue entre un syndicat représenté par le SPGQ et un établissement devra être assortie d'une quittance complète, générale et finale au bénéfice de l'employeur signée par le syndicat.
- 6- La présente entente ne peut constituer un précédent susceptible d'être invoqué eu égard à toute autre instance entre le SPGQ et l'établissement.
- 7- La présente entente constitue une transaction au sens des articles 2631 et suivants du Code civil du Québec.
- 8- La présente entente entre en vigueur à compter de la date de signature.

En foi de quoi les parties nationales ont signé, ce 2 ° jour du mois décembre 2021.

**LE SYNDICAT DE PROFESSIONNELLES
ET PROFESSIONNELS DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (SPGQ)**



SPGQ

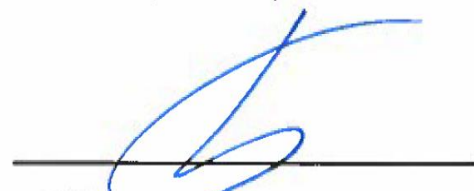


SPGQ

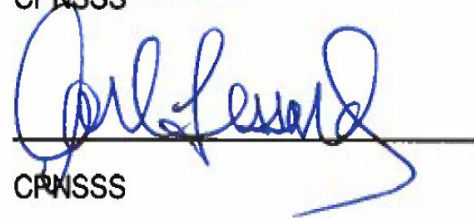


SPGQ

**LE COMITÉ PATRONAL DE
NÉGOCIATION DU SECTEUR DE
LA SANTÉ ET DES SERVICES
SOCIAUX (CPNSSS)**



CPNSSS



CPNSSS

**LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL
DU TRÉSOR (SCT)**



SCT